

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le "non" est beaucoup plus homogène que ce qu'a prétendu Lionel Jospin

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 25 mai 2005

Démocratie & Socialisme

En fait Le Pen n'avait pas commencé sa campagne, que, déjà le "non" atteignait 54 % des voix... Et il a aussitôt déclaré : "Mon non ne sera ni économique, ni social, mais national". Tout était dit : Le Pen est à l'écart du coeur majoritaire du "non". D'ailleurs, il suffit d'écouter, l'Europe entière perçoit le possible "non" Français comme étant "social". La campagne de Le Pen a été vaine, son "plus grand meeting du non" le 1er mai devant la statue de Jeanne d'Arc n'a rassemblé que les 2000 badernes habituelles...

De Villiers ? Ayant du mal à trouver ses marques dans un "non" de gauche, le voilà qui se met à son tour à tenir des propos d'apparence sociale, encore un peu et il aura appris le syndicalisme auprès des défenseurs du "non" de gauche. Quand à Besancenot, MG Buffet, Francine Bavay, Laurent Fabius, (et nous, le "non socialiste") ils ont (on a ...) plus de points communs dans leurs (nos) discours que ne le dit Lionel Jospin :

- ▶ ils sont (on est...) pro européens, pour une Europe fédérale, sociale, démocratique,
- ▶ contre le dumping social, contre les délocalisations, pour un Smic unique européen aligné sur le haut, pour harmoniser les droits sociaux vers le haut, pour l'harmonisation fiscale, pour des fonds structurels plus importants
- ▶ pour le pouvoir étendu au Parlement européen, qui puisse initier les lois et décider du budget, pour un fonctionnement démocratique et transparent de l'union, sous contrôle accru des citoyens
- ▶ pour enlever la partie trois de la Constitution, en revenir à une "règle du jeu" constitutionnel sans avaler les politiques libérales
- ▶ contre l'indépendance de la Banque centrale, pour le plein emploi, le bon emploi,
- ▶ pour faciliter la révision de la Constitution, enlever tous les articles scélérats...
- ▶ pour la laïcité,
- ▶ pour les coopérations renforcées,

Autant de points communs qui convergent avec les "7 exigences" formulées, en 2003 et 2004 par le Parti socialiste lui-même !

Lionel Jospin a-t'il oublié cette position unanime de son parti, et ne croit-il plus nécessaire de la défendre au moment ou une majorité de la gauche et de l'électorat de gauche les reprend ?

64 % des salariés sont favorables à l'Europe, et à 60% les salariés pensent que la construction européenne, telle qu'elle est actuellement, menace la sécurité de leur emploi, leurs rémunérations et leurs droits sociaux (sondage Bva, 30 avril, L'Express).

On peut pas lui en vouloir à Lionel, il a quitté la vie politique le 21 avril 2002, alors il ne sait pas que le "non" est majoritairement de gauche.

Le "non" est salarié...

Le "non" , c'est 79% d'ouvriers, 73% d'employés, 69% d'agriculteurs, 63,5% de fonction publique, 80% de syndiqués, 70% de gauche, 60% de socialistes...

Et même si on met le "non" dans un shaker, il en ressortira encore de gauche !

D'ailleurs tous ceux qui ont essayé de lui donner un autre sens, échouent, et c'est bien ce qui désespère les 100 patrons du CAC 40 et du Medef qui ont appelé à voter "oui". Lionel ne se rend pas compte que le "non" est parfaitement lisible, que le message social qu'il contient est dominant, que Chirac aura davantage de mal à gouverner si le "non" gagne que s'il perd, que le mouvement social et politique, à gauche sera renforcé par une victoire du non...

Lionel ne sent pas que, dans la vie politique, ça bouge, et que ça tire très fort à gauche, que des millions de salariés sont conscients que leur intérêt est de voter "non" contre une Constitution ultralibérale.

Lionel dit à la fois qu'il y a "tout" dans la constitution, et qu'elle est "une avancée", qu'il y a "du libéral" et "du social", mais qu'il faut se battre pour le "oui" et "après le oui", sans se rendre compte que le "oui" sera une défaite pour les salariés français et un triomphe pour Chirac qui se ressentira requinqué...

Il ne sait donc pas, ne sent pas, que les salariés perçoivent, constatent que c'est le libéralisme qui domine puissamment ce texte...

Le "oui" de combat ça ne marche pas, même que les députés socialistes ont voté le 28 avril contre un amendement des Verts qui proposait de retirer "le principe du pays d'origine" de la directive Bolkestein, le "oui" de combat, c'est un pétard mouillé avant même le referendum. Et on va avoir 1, 2, 3, 4 directives Bolkestein arcqueboutées sur la constitution, si par malheur, pour l'Europe, elle passe !

Et quand on veut se battre pour faire avancer les choses, il vaut mieux commencer par dire "non". Si on dit "oui", c'est cuit.

Et si la France dit "oui", et que d'autres disent "non", ce seront les autres qui seront écoutés dans la renégociation, pas nous !

Conforçons, au maximum le "non" le 29 mai, plus il sera fort, plus on aura le rapport de force pour mieux faire bouger les choses dans le sens d'une véritable Europe sociale, démocratique, citoyenne !

Gérard Filoche, le 25 mai 2005

Les sept exigences des socialistes pour une Constitution démocratique et sociale

Il y a un an, juste avant l'ouverture de la CIG sur le projet, le parti socialiste posait sept exigences pour la constitution :

Les sept exigences des socialistes pour une Constitution démocratique et sociale :

Nous demandons de nouvelles avancées vers l'Europe économique, sociale et culturelle.

1. Une base juridique claire pour la protection et le développement des services publics doit être posée ; ces principes devront ensuite être précisés dans une future loi-cadre sur les Services publics ;

Le "non" est beaucoup plus homogène que ce qu'a prétendu Lionel Jospin

2. Des mesures d'harmonisation de la fiscalité, de transparence, de taxation des mouvements de capitaux et de lutte contre l'évasion fiscale doivent pouvoir être adoptées à la majorité qualifiée. Ce doit être aussi le cas en matière sociale, si nous voulons que l'Europe soit un espace de progrès économique et social plus performant et plus juste. Les critères de l'emploi et de la croissance doivent être introduits pour guider les interventions de la Commission et de la Banque Centrale Européenne. L'Europe doit être dotée d'un gouvernement économique, disposant d'un budget suffisant et d'un impôt, pouvant recourir à l'emprunt pour financer des grands travaux d'intérêt européen, la recherche, l'innovation, et garantir la cohésion sociale et territoriale ;

3. La majorité qualifiée doit aussi devenir la règle pour la politique extérieure et de sécurité commune, l'unanimité étant l'exception ; c'est souhaitable pour donner de la force à l'action du futur ministre des affaires étrangères de l'Union, et permettre à l'Europe de peser sur la scène internationale ;

4. La diversité culturelle doit être garantie ; l'exception culturelle doit être confirmée ; Nous souhaitons que la Constitution renforce les valeurs de la démocratie européenne et qu'elle permette l'évolution des institutions ;

5. Le caractère laïque de la construction européenne est un principe à nos yeux fondateur ; la Constitution européenne ne doit pas faire référence à un Dieu ou à un héritage culturel ;

6. Les mécanismes de coopération renforcée entre les États membres doivent être assouplis, afin de permettre à un groupe de pays volontaires de se constituer ;

7. Les révisions futures de la Constitution doivent pouvoir être adoptées, si possible par référendum européen organisé le même jour dans toute l'Union, à la majorité qualifiée de la population et des États ; c'est nécessaire, si nous voulons éviter que la future Constitution ne soit la règle définitive et intangible de l'Europe, et si nous entendons qu'elle soit, au contraire, une étape qui en appelle d'autres et permette de nouvelles évolutions.

Que sont devenues ces exigences ? Lettres mortes ! Le projet "socialiste" actuel révèle donc un premier défaut : la surdité !